



Les questions pour : le Comité Centrales

16 décembre 2025

Lors du webinaire “Parole aux Associations”, les participants avaient la possibilité de poser des questions aux intervenants afin d’obtenir des réponses.



DÉBAT
PUBLIC

MATIÈRES ET DÉCHETS
RADIOACTIFS :
PLAN 2027-2031

ORGANISÉ PAR



commission
nationale du
débat public

LES QUESTIONS

Je commencerai par souligner que la composition de cette réunion est symptomatique de la situation lamentable dans laquelle se trouve le débat public en France, en général, et sur le nucléaire, en particulier. Bientôt le débat public sur l'avenir du nucléaire, déjà complètement isolé, ne sera mené qu'avec des associations financées par des acteurs de la filière. Je rappellerai également que le débat public sur le nucléaire a été mis en échec depuis vingt ans par la filière et par l'État, qui n'ont cessé de mépriser la démocratie participative. Comme le rappelle un [document de 2022 de la CNDP](#), au cours de la plupart des débats sur le nucléaire ces vingt dernières années, les décisions étaient déjà prises. Comment débattre, dès lors, alors que le cadre des décisions politiques dans lequel s'insère le débat est à la fois confus et arbitraire ? Cette situation s'est malheureusement énormément empirée depuis le [discours de Macron à Belfort en 2022](#), qui a acté des décisions majeures pour l'avenir du pays en pleine campagne électorale. L'inventaire des décisions prises à la suite de ce discours, hors de tout cadre législatif, est tout simplement sidérant :

- validation de la construction de nouveaux réacteurs EPR ;
- prolongation de la durée de vie des centrales existantes au-delà de 60 ans ;
- fusion de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire ;
- soutien actif aux projets de petits réacteurs (privés comme publics) notamment du surgénérateur privé newcleo, qui avance déjà à marche forcée ;

- relance de la filière publique de surgénérateurs dite de « quatrième génération » ;
- lancement d'une nouvelle usine de « retraitement », dite « aval du futur », à La Hague.

Ces décisions sont le fait du Conseil de politique nucléaire (CPN), au sein duquel un coup de force extrêmement inquiétant est en cours. En effet, depuis un [discret décret daté du 30 décembre 2023](#), une mainmise de l'armée et du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) sur la politique nucléaire civile et militaire de la France a été entérinée, notamment par le transfert du CPN de l'Élysée à la Défense et en confiant au CEA – je cite – « *le soin d'en préparer les délibérations et d'assurer le suivi de leur mise en œuvre* ».

Si le Conseil de politique nucléaire se contentait d'appliquer la loi, dictée par la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) et le Plan National de Gestion des Matières et des Déchets Radioactifs (PNGMDR), on pourrait encore croire à un semblant de démocratie, mais là, ce n'est plus du tout le cas. Concernant le PNGMDR, en particulier, les implications du nouveau projet d'usine à La Hague sont telles qu'on se demande à quoi sert de débattre de l'élaboration du PNGMDR.

Bref, la situation dans laquelle a lieu ce débat, en particulier, et celle du nucléaire français, en général, est à l'image de celle du pays et du monde : une désastreuse fuite en avant autoritaire, décidée par les ultra-riches, qui confirme des alertes lancées depuis des décennies et condamne les générations futures à hériter d'un monde en ruine et en grande partie inhabitable.

J'en viens maintenant au cœur de mon intervention : l'immense importance de fabriquer une mémoire habitante du nucléaire et de ses déchets, indépendante des institutions et des

entreprises, dans ce contexte apocalyptique. C'est la raison d'être du travail d'enquête mené par notre association sur l'histoire des oppositions aux projets liés à la gestion des déchets de la filière nucléaire depuis ses débuts.

Notre petit collectif s'est créé entre 2018 et 2020 au cours de la lutte contre le projet de piscine d'entreposage centralisée à Belleville-sur-Loire. Dans un territoire largement nucléarisé et inféodé à EDF, cette lutte a fédéré autour d'elle les habitants du secteur, de droite comme de gauche : des vigneronns du Sancerrois à la présidence socialiste pronucléaire du conseil régional, en passant par de larges pans du tissu associatif des quatre départements autour de la centrale nucléaire. Cette réaction est symptomatique du constat principal de notre film : aucune population n'a jamais voulu accueillir des déchets nucléaires sur son territoire.

D'ailleurs très vite, en 2020-2021, le projet de piscine nucléaire se voit transféré à La Hague, où la contestation locale a, là aussi, été immédiatement extrêmement vive. Après avoir enquêté sur l'histoire et l'actualité de la filière aval du nucléaire pour les besoins de cette lutte, nous nous sommes lancés dans la réalisation d'un film, intitulé *Notre terre mourra proprement*, sur l'histoire des luttes contre les projets liés aux déchets nucléaires en France – histoire dont nous avons constaté, au cours de notre enquête, qu'elle avait été partiellement oubliée. Le temps imparti ne permettant pas de rentrer dans les détails de cette histoire très riche, je vous invite à visionner le film (en accès libre sur [Youtube](#)) et je terminerai mon propos en attirant votre attention sur quelques unes des

conclusions que nous avons pu tirer de notre travail :

1 – La carte de notre film parle d'elle-même : sur quarante ans, ce sont des dizaines de lieux et de territoires entiers qui ont été envisagés. Les prospections de l'Andra ont été menées avec une méthodologie méprisante, autoritaire et socialement violente : en ciblant directement les élus et les propriétaires des terres convoitées, en tentant de diviser la population et d'acheter les consciences en promettant monts et merveilles ainsi que par de multiples formes, plus ou moins actives, de corruption financière, économique et politique.

2 - Sur le terrain, ces luttes ont été portées par des populations rurales qui se sont massivement – et le plus souvent unanimement – soulevées, mettant de côté leurs désaccords pour s'unir dans la défense de l'avenir de leur région, de manière joyeuse, radicale, inventive, déterminée, drôle, conviviale et populaire.

Dans cette histoire les mouvements politiques et syndicaux se sont contentés de suivre comme ils le pouvaient, débordés par des populations qui, à chaque fois piquées au vif par l'annonce des projets dans la presse, se sont immédiatement auto-organisés : en réunissant des comités de coordination composés d'habitants, rassemblant un maximum de sensibilités différentes, afin de verrouiller toute récupération politique. Ces soulèvements populaires nous rappellent qu'avant d'être estampillée « écologiste », la résistance au nucléaire et à ses déchets s'inscrit surtout – de la seconde moitié du XX^e siècle jusqu'à aujourd'hui – dans le cadre plus large des nombreuses luttes rurales face à

l'industrialisation, à la modernisation agricole et à l'extermination des cultures paysannes millénaires.

3 - Même là où la filière aval de gestion des déchets nucléaires s'est installée, la contestation a été forte :

- À la Hague, comme notre film le rappelle, le choix du stockage des déchets nucléaires à Digulleville, le passage du militaire au civil et la privatisation de l'usine dans les années 1970 ont été vécues comme des trahisons par la population locale, qui s'est massivement soulevée : habitants de la région, paysans et travailleurs unis.

- À Soullaines, la population avait à 80% voté CONTRE le projet de l'Andra lors d'un référendum ayant mobilisé plus de 63% des habitants.

- En Meuse et en Haute-Marne, sur des territoires historiquement dévastés par la Première guerre mondiale (comme le rappelle le film *Un héritage empoisonné* d'Isabelle Loodts), des collectifs composés d'habitants ainsi que de nombreux élus se sont massivement réunis, canton par canton, pour refuser pendant une quinzaine d'années le laboratoire qui sera finalement construit à la frontière des deux départements – entre Bure, Mandres-en-Barrois, Saudron et Cirfontaines-en-Ornois – dans un désert démographique. Depuis, la contestation n'a jamais cessé et ne se limite pas aux opposants visibles : de manière générale, le peu de population qui reste (et qui se tait, mais n'en pense pas moins) a dû subir de nombreuses humiliations, à commencer par un gigantesque accaparement foncier effectué sous la pression des agents de l'Andra.

4 - Ces échecs à répétition de l'Andra, provoqués par les soulèvements populaires locaux, ont largement déterminé les politiques dites de gestion des déchets nucléaires.

- La loi Bataille, votée le 30 décembre 1991, en est le témoin. Pourtant aujourd'hui, il n'est jamais question – ni même fait mention – de l'histoire sociale de l'industrie nucléaire et de sa filière aval. Pourquoi ?

Pourquoi les débats se limitent-ils toujours aux enjeux technologiques ? Pourquoi les sciences sociales ne sont-elles jamais convoquées alors que nous avons des historiennes comme Sezin Topçu ou Gabrielle Hecht, qui ont consacré leurs thèses et une partie de leur carrière de chercheuse à faire l'histoire de l'industrie nucléaire, avec là encore des angles variés ?

En matière industrielle et scientifique, la pédagogie – dont tout le monde se réclame tout en utilisant un langage technologique codé, orwellien, fait de sigles, de chiffres, d'unités de valeur et de références incompréhensibles pour le commun des mortels – devrait pourtant, quand il s'agit de débattre d'infrastructures qui engagent la société pour des millénaires commencer par un débat historique et politique.

Heureusement qu'une génération de scientifiques et d'ingénieurs, réunis dans des associations comme le GSIEN, Global Chance, l'ACRO ou la CRIIRAD, a fait pendant des décennies œuvre d'éducation populaire en allant informer les populations rurales sur le terrain. Sans elle, les luttes que nous avons documentées dans notre film se seraient retrouvées bien démunies face à « la propagande rassurante de l'Andra ». Malheureusement cette génération est

vieillissante et elle peine à trouver une relève digne de ce nom, au sein d'une filière où la critique peut de moins en moins s'exprimer publiquement sous peine de court-circuitage de carrière.

5 – Cette situation devrait toutes et tous nous alerter quant à la mémoire de ces déchets : leur fardeau finira forcément, à plus ou moins long terme, une fois que l'État et les industriels s'en seront débarrassés, par reposer sur les populations locales qui en hériteront.

L'histoire des résistances à l'Andra fera-t-elle partie du récit transmis aux générations futures ? Pour le moment, l'Andra n'a jamais consacré à sa propre histoire qu'un petit film de 20 minutes publié en 2008, ironiquement intitulé « *Histoire de l'Andra : l'invention d'un métier. Un peu de pédagogie* ». Ce film évoque les contestations tout en les minimisant, alors qu'elles ont été au cœur de son histoire et qu'elles ont notamment empêché la construction d'un second laboratoire pourtant prévu par la loi Bataille de 1991, transformant de facto le laboratoire scientifique en avant-poste militaire destiné à envahir le territoire...

Dans le même temps, l'Andra a empêché la fouille archéologique du site de surface où elle compte pourtant s'établir pour des siècles, comme le rappelle une pétition lancée par des archéologues de l'INRAP publiée sur le site change.org en 2017^[1].

Comment faire confiance à une filière industrielle qui efface le passé pour mieux manipuler l'avenir, tout en instrumentalisant les populations et en réprimant les oppositions – engageant un

immense dispositif de surveillance permanent et des procédures pénales monstrueuses, qui se terminent soit par des condamnations arbitraires, soit par des non-lieux, au prix d'instruction longues et coûteuses ?

C'est pourquoi, sans illusion sur notre capacité à empêcher l'effacement de la mémoire par les institutions, la filière et les médias, nous poursuivons, sans budget^[2], notre travail d'enquête : en allant recueillir le témoignage des derniers témoins des luttes contre les centrales nucléaires, pour montrer que, même dans ces endroits, les oppositions locales furent partout massives.

Pour conclure, au-delà du sujet du nucléaire, notre point de vue est le suivant : ces soixante-dix dernières années, le rouleau compresseur de la modernisation agricole, industrielle et urbaine est passé de manière extrêmement violente sur l'ensemble de la population française, malgré son refus des méthodes autoritaires de l'État et des grandes entreprises nationales, privées comme publiques.

Cette violence – dont l'industrie nucléaire fut un des acteurs majeurs et emblématiques – est la cause principale du chaos politique que nous connaissons actuellement.

Dans ce contexte, il devrait revenir à chacun de faire son examen de conscience : nous sommes toutes et tous, ou presque, descendants de familles paysannes et ouvrières qui ont subi ces violences dont nous héritons. C'est seulement par un travail « par la base », de soin collectif, volontaire et consenti, sur la mémoire des violences industrielles, que nous pourrions

commencer à envisager de faire face dignement aux bouleversements militaires, climatiques et identitaires déjà en cours – et malheureusement encore largement à venir.

^[1]<https://www.change.org/p/vincent-berjot-culture-gouv-fr-enceinte-n%C3%A9olithique-de-bureau-saudron-fouille-pr%C3%A9ventive-ou-destructio-n-programm%C3%A9>

^[2]Notre premier film a été réalisé sur nos deniers personnels avec un budget d'environ 3000€